



Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

BOITE 29 - 80 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16
union@snuisudtresor.fr snuisudtresor.fr

Communiqué de presse

Paris, le 6 décembre 2010

Nouvelle vague de suppressions d'emplois à la Direction générale des finances publiques : danger sur les missions !

Un comité technique paritaire central se tenait au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) ce lundi 6 décembre 2010 pour officialiser ces suppressions d'emplois, décidées au plus haut niveau de l'Etat par Nicolas Sarkozy qui maintient le non remplacement de 1 départ à la retraite sur 2 (en réalité, c'est 2 départs à la retraite sur 3 non remplacés à la DGFIP). L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires ne s'y est donc pas rendue.

En effet, alors que tous les indicateurs de la DGFIP montrent une hausse globale de la charge de travail au sein des services de la DGFIP, celle-ci s'apprête à procéder à une nouvelle vague de suppressions d'emplois : 2 543 emplois (2 667 en « équivalent temps plein » au sens de la loi organique relative aux lois de finances) sont prévus pour 2011. Ces suppressions d'emplois s'ajoutent aux précédentes : fin 2011, la DGFIP aura perdu 20 000 emplois (15 % de ses effectifs) depuis 2002.

Les agents et les usagers sont bien évidemment les grandes victimes de cette évolution. Les agents ont ainsi beaucoup moins de temps pour effectuer plus de travail, dans un cadre de plus en plus contraint par le management. Les usagers (contribuables ou collectivités locales par exemple) subissent aussi ces évolutions.

Ainsi, à l'accueil, les exemples de files d'attentes interminables se multiplient. Certes, les agents des services de gestion sont souvent appelés à la rescousse (au détriment de leurs missions) mais l'attente se fait trop souvent longue. Ainsi, entre 2002 et 2009, le nombre de contribuables renseignés au guichet durant la campagne de dépôt de la déclaration des revenus a par exemple progressé de 31,5 % et celui du nombre d'appels téléphoniques de 37,5 % !

Le raisonnement vaut pour toutes les missions. Ainsi, en matière de contrôle fiscal, les suppressions d'emplois dans les services de gestion et les évolutions de la fraude, entre autres, ont mis en danger la capacité d'agir contre la fraude, ce qui ne peut que nuire à la collectivité dans son ensemble. Globalement, tout augmente : le nombre de contribuables, d'entreprises soumises à la TVA, d'avis de taxe d'habitation, de réclamations, le volume de traitement des dépenses publiques... Une évidence s'impose : plus de travail, moins d'agents et de temps, l'équation est impossible, la cote d'alerte est dépassée !

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'est adressée au Ministre du budget et aux parlementaires pour leur demander ; un arrêt des suppressions d'emplois et un débat sur l'impact des suppressions intervenues aux cours des dernières années sur les missions et sur les conditions de travail des agents (réorganisations successives, management, indicateurs, formation, technicité...). Elle poursuivra bien évidemment son travail d'analyse des missions de la DGFIP à la lumière des évolutions et des enjeux récents.